

LETTRE DU MANIFESTE

Paris, 18 septembre 1946

Chers Amis,

Nous vous adressons ci-joint, le texte du Manifeste du Rassemblement africain que le Comité d'organisation comprenant tous les signataires, ont décidé de convoquer.

L'importance de cet événement ne vous échappera cer-

tainement pas dans les circonstances graves que nous vivons.

Nous vous demandons donc de tout mettre en œuvre pour faire de cette manifestation un témoignage éclatant d'union des Africains et d'un acte de foi dans les destinées de l'Afrique noire.

Partout où cela sera possible, vous constituerez un Comité d'initiative qui se chargera de régler les modalités de désignation des délégués et de leur acheminement sur Bamako.

A leur arrivée à Bamako, les délégués seront reçus par le Comité d'organisation local.

Nous vous demandons d'assurer la publication du texte du Manifeste dans la presse locale et par tous les moyens à votre disposition.

Nous comptons sur le dévouement de tous et vous adressons au nom du Comité, nos salutations fraternelles. Pour le Comité :

Houphouët, d'Arboussier

MANIFESTE du Rassemblement Démocratique Africain

La réaction agit devant l'opinion un épouvantail : celui du mouvement des peuples d'outre-mer vers la liberté.

Au lendemain de la victoire sur le fascisme, à laquelle nos peuples ont payé un lourd tribut, au nom de la liberté des peuples et de l'égalité des races, personne n'osait éridement leur contester l'égalité des droits.

La première Assemblée Constituante entraînée par l'élan démocratique qui l'animaient, inscrivit donc ces droits dans la Constitution et tous les partis prenaient l'engagement solennel de les respecter.

Cependant, certains milieux capitalistes de la revue *Marchés Coloniaux* et du journal *L'Epoque*, lançaient quelques calomnies, aussi odieuses que ridicules, contre les Africains dont on louait la veillance et les vertus héroïques sur les champs de bataille.

Au fur et à mesure que le souvenir de la lutte en commun contre le fascisme s'estompait, les véritables sentiments sous l'aiguillon des intérêts de classe poussaient d'autres milieux à adopter la même attitude d'hostilité.

Et c'est ainsi que, au lendemain des élections du 2 juin, le parti M.R.P. jetant le masque révélait son essence réactionnaire en prenant la tête de la lutte dirigée contre les droits des peuples d'outre-mer.

Il poussait même son hostilité jusqu'à s'émanciper de la Commission des T.O.M. Dewailly Manga Bell, le seul représentant africain qui figure dans ses rangs, pour le remplacer par le député européen du Soudan, M. Lattes.

Mais de toutes parts, un soulèvement spontané unissait en un front commun, tous les peuples, toutes les races, tous les partis politiques, toutes les organisations ouvrières, tous les mouvements culturels et religieux de l'Afrique noire.

C'est grâce à cette union de tous les Africains que les partis politiques français restés fidèles à la parole donnée, maintiendront dans la nouvelle Constitution les droits déjà reconnus et conquis sur les champs de bataille du monde entier :

- Egalité des droits politiques et sociaux ;
- Libertés individuelle et culturelle ;
- Assemblées locales démocratiques ;
- Union librement consentie des populations d'Afrique et du peuple de France.

C'est en s'appuyant sur cette unanimité des Africains que notre ami Pierre Cot, rapporteur général de la Constitution du 5 mai défendait récemment nos droits devant l'Assemblée avec la sympathie et l'amitié réelles qu'il n'a cessé de témoigner aux populations d'outre-mer.

Le parti M.R.P. a cherché, cherche encore, à camoufler son attitude derrière certaines tirades fédéralistes, si alors qu'il refuse de reconnaître les droits les plus élémentaires à ces États naissants.

Devant la fermeté des élus d'outre-mer, il a même appelé à son secours le parti radical en la personne de M. Herriot.

Le « Fédéralisme » du M.R.P. ne peut tromper aujourd'hui aucun africain. Il n'est, en effet, que le

masque d'un régime d'autorité comme l'assimilation, que nous rejetons formellement, n'est qu'une chape de plomb jetée sur l'originalité africaine. Comme l'assimilation, il n'aboutirait qu'à figer l'Afrique dans son état d'organisation actuel, alors que la vie des peuples comme celle des hommes est un mouvement continu.

En revanche, nous ne nous laisserons pas davantage tromper par le sentiment « autanomoniste », qui se fonde sur une vue utopique des réalités africaines et se manifeste aujourd'hui par l'opportunisme d'hommes qui n'ont pas su hier se défendre contre l'assimilation.

Notre adhésion à l'Union française, que nous proclamons solennellement se justifie par une vue réaliste des problèmes politiques du monde, par une confiance dans le destin de l'Afrique, et par la certitude que malgré la réaction, nous obtiendrons les conditions libérales, démocratiques et humaines qui permettront le libre développement des possibilités originales du génie africain.

Des dizaines et des dizaines de milliers d'Africains fraternellement unis à des Français ayant un véritable idéal démocratique, se sont ainsi groupés en partis, mouvements ou Unions démocratiques, progressistes ou populaires : partout en Côte d'Ivoire, au Soudan, au Guinée, au Sénégal, au Niger, au Togo, au Dahomey, au Cameroun, au Gabon, au Congo, au Oubangui, au Tchad.

C'est pour compléter cette œuvre d'union que, face à toutes les manœuvres de la réaction, nous appelons à un grand Rassemblement de toutes les organisations dont le développement rapide est le signe certain qu'elles poursuivent la réalisation de la démocratie politique et sociale en Afrique noire, dont nous avons exposé les conditions dans le présent manifeste.

Nous avons décidé de convoquer ce rassemblement le 11, 12, 13 octobre prochain à Bamako, au centre de l'Afrique Occidentale, dans ce Soudan de fermeté et de l'originalité africaines et où convergeront du Guinée, du Sénégal, de Mauritanie, du Niger, du Dahomey, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Cameroun, du Tchad, de l'Oubangui, du Gabon et du Congo, les hommes porteurs du message d'union et de fidélité des Africains.

Vive l'Afrique noire,
Vive l'Union des Africains.

Vive l'Union française des peuples démocratiques
Ont signé le présent appel :

Félix HOUPHOUËT-BOIGNY

Député de la Côte d'Ivoire

Lamine GUEYE

député du Sénégal, Mauritanie

Jean Félix TCHICAYA

député du Gabon-Moyen Congo

Sœurou Migan APITHY

Député du Dahomey-Togo

Fily Dabo SISSOKO

Député du Soudan-Niger

Yacine DIALLO

Député de la Guinée

Gabriel d'ARBOUSSIER

ancien député du Gabon-Moyen Congo